

IRAK

Une centaine de morts dans un attentat au camion piégé à Diyala

Au moins 97 personnes ont été tuées et 133 autres blessées vendredi dans l'explosion violente d'un camion piégé sur un marché animé de la province de Diyala, dans l'est de l'Irak, a indiqué une source de sécurité provinciale dans un nouveau bilan. Un précédent bilan avait fait état de 90 morts.

L'attaque meurtrière est survenue quand un camion contenant 4 à 5 tonnes d'explosifs a explosé alors que des centaines

de personnes étaient rassemblées sur un marché populaire de la ville de Khan Bani Saad, juste au sud du chef-lieu de la provin-

ce, Bakouba, qui se trouve à 65 km au nord-est de Baghdad, a indiqué la même source.

La violente explosion a fait 97 morts et 133 blessés ainsi que 23 disparus.

Trente-cinq magasins ont été soufflés par l'explosion et 40 autres ont été gravement endommagés, selon la source. L'explosion a également carboni-

sé 45 véhicules civils et des dizaines d'autres ont été endommagés, selon la source, qui a ajouté que de nombreux corps de victimes avaient été brûlés ou réduits en morceaux dans l'explosion.

Les autorités provinciales ont ouvert une enquête sur l'incident en vue de retrouver les responsables de l'explosion et de

découvrir comment ce camion est entré sur ce marché qui était gardé.

L'enquête examinera également des informations selon lesquelles la violente explosion aurait été provoquée par un kamikaze, ce qui serait le mode opératoire de l'Etat islamique (EI), qui s'est emparé d'une vaste partie du territoire irakien.

Les autorités ont déclaré un deuil de trois jours et ordonné la fermeture de tous les parcs et lieux de loisirs pour le reste de la fête de l'Aïd el-Fitr, et les mesures de sécurité ont été renforcées dans la province.

SAHARA OCCIDENTAL

L'UE soutient les efforts de l'Onu pour la résolution du conflit avec le Maroc

L'Union européenne (UE) soutient les efforts de l'Onu pour parvenir à une solution au conflit du Sahara occidental sur la base de l'autodétermination du peuple sahraoui et n'entend entreprendre aucune action qui pourrait porter atteinte à ses efforts, a affirmé la vice-présidente de la Commission en charge des Affaires étrangères et de la politique de sécurité en Europe, Federica Mogherini, citée hier par des médias.

La responsable européenne qui répondait à une question d'un eurodéputé, a réaffirmé le soutien de l'Europe aux «efforts de l'Onu pour parvenir à une solution juste, durable pour la question du Sahara occidental, prévoyant l'autodétermination du peuple sahraoui, sur la base des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité de l'ONU».

«L'UE soutient les efforts de l'Onu et n'entreprend aucune action qui pourrait porter atteinte à ses efforts», a-t-elle ajouté.

Précisant que l'UE «suit de près» l'évolution de la situation», M^{me} Mogherini a rappelé que «le Sahara occidental reste considéré comme un territoire non-autonome par les Nations-Unies (Onu)».

La question du Sahara occidental qui dure depuis quatre décennies suscite la «préoccupation» de l'UE, a-t-elle dit et peut être

conséquence sur «la sécurité, le respect des droits de l'Homme et la coopération dans la région».

Pas seulement, les questions de droits de l'Homme demeurent aussi le point obscur de l'UE, qui les aborde régulièrement dans son dialogue politique bilatéral avec les autorités marocaines, ainsi que dans son dialogue spécifique sur les droits de l'Homme et de la démocratie.

Dans ce contexte, M^{me} Mogherini a exprimé son soutien à la Résolution 2099 (2013) du Conseil de sécurité des Nations-Unies qui souligne «l'importance de l'amélioration de la situation des droits humains au Sahara occidental».

La responsable européenne a, dans le même ordre d'idées, appelé le Maroc à respecter le droit international et la Résolution 2218 (2015) du Conseil de sécurité (SC) de l'Onu adoptée le 28 avril 2015, dans laquelle la Cour suprême demande aux parties de coopérer pleinement avec les Nations-Unies, à respecter leurs obligations pertinentes et l'importance d'améliorer la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental.

La déclaration de M^{me} Mogherini intervient à la veille de sa visite prévue le 21 juillet au Maroc.

USA

Obama rejette les critiques contre l'accord avec l'Iran sur le nucléaire

Le Président américain Barack Obama a de nouveau réfuté hier les critiques contre l'accord historique sur le nucléaire iranien, qui fait face à une forte hostilité au Congrès.

Sans cet accord «nous risquerions d'avoir une autre guerre dans cette région, la plus volatile du monde», a déclaré M. Obama.

«Cet accord met la bombe encore plus hors de portée de l'Iran. Et il impose à l'Iran une interdiction pour toujours de posséder l'arme nucléaire», a-t-il ajouté.

«Nous aurons une surveillance sans précédent, 24 heures sur 24, sept jours sur sept, des installations nucléaires-clé de l'Iran», a plaidé le Président américain, en rappelant que les sanctions internationales contre ce

pays, que l'accord permet de lever, seraient rétablies en cas de violation.

Les parlementaires américains disposent de 60 jours, à partir du dépôt officiel des documents négociés à Vienne auprès du Congrès, pour approuver ou rejeter l'accord dans une résolution.

M. Obama devra convaincre au moins un tiers du Congrès, dominé par ses adversaires républicains qui y sont largement hostiles, de ne pas empêcher la suspension des sanctions américaines, promises par Washington en contrepartie des concessions iraniennes.

Le Président a assuré qu'il «était ouvert à tout examen» et «n'avait peur d'aucune question» de la part du Congrès.

«Nous avons refusé d'accepter un mauvais accord. Nous avons tenu pour avoir un accord qui satisfasse toutes nos demandes essentielles.

Et nous l'avons eu», a-t-il dit. L'accord a été conclu mardi à Vienne entre Téhéran et les grandes puissances du groupe 5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne).

Il vise à rendre quasiment impossible la possibilité pour l'Iran de fabriquer une bombe atomique, tout en lui assurant le droit de développer une filière nucléaire civile.

En échange, la République islamique bénéficiera d'une levée progressive des sanctions internationales.

ARABIE

SAOUDITE

Arrestation de 431 personnes accusées d'être liées à Daesh

Le ministère saoudien de l'Intérieur a annoncé hier le démantèlement d'une organisation liée au groupe Etat islamique (Daesh), et l'arrestation de 431 de ses membres présumés, en majorité des Saoudiens.

Les autorités ont «réussi à détruire ces dernières semaines une organisation composée de petites cellules et liée au groupe terroriste Daesh», a affirmé le ministère dans un communiqué, deux jours après un attentat à la voiture piégée à Riyad, revendiqué par le groupe djihadiste sunnite.

Les membres du réseau opéraient «sur un scénario préparé depuis des zones agitées à l'étranger, dans le but de semer la sédition et d'étendre le chaos», poursuit le ministère.

Les cellules étaient impliquées dans plusieurs attaques, dont les attentats-suicide sanglants contre des mosquées chiites dans l'est du royaume, selon les autorités. Connu pour sa brutalité, Daesh qui a proclamé un «califat sur les régions qu'il contrôle à cheval entre l'Irak et la Syrie, est redouté en Arabie Saoudite qui craint que ses attentats n'attisent les tensions confessionnelles entre la majorité sunnite et la minorité chiite.

La participation de l'Arabie Saoudite à la coalition internationale anti-djihadiste fait aussi craindre des représailles.

SYRIE

40 rebelles tués par l'armée dans une ville à la frontière libanaise

Une quarantaine de rebelles ont été tués hier dans une embuscade de l'armée syrienne dans la ville de Zabadani à la frontière libanaise, a rapporté l'agence de presse officielle Sana.

Des soldats syriens et des combattants du Hezbollah libanais ont pris en embuscade les rebelles, qui tentaient de pénétrer dans la ville de Zabadani, a indiqué Sana.

Parallèlement, l'armée syrienne et le Hezbollah ont poursuivi leur offensive visant à reprendre Zabadani, à 50 km au nord-ouest de la capitale Damas, et ont réussi à prendre d'assaut la ville depuis le sud et à avancer vers son centre.

L'offensive vise à débarrasser la ville et l'ensemble de la région de Qalamoun du Front al-Nosra et de ses alliés, qui ont utilisé la ville comme plate-forme pour faire passer des insurgés et des armes du Liban vers la région ouest de Damas.

Selon des informations, la plupart des attentats perpétrés récemment au Liban auraient été commandités par les rebelles en Syrie.